

Protection de l'Environnement  
245 rue Garibaldi  
69003 LYON

LYON, le 05/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CASTEL FRERES**

11 Boulevard des Roses  
69800 Saint-Priest

Références : [PNE 2023-109](#)  
Code AIOT : 0056901154

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement CASTEL FRERES implanté 11 Boulevard des Roses 69800 Saint-Priest. L'inspection a été annoncée le 24/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CASTEL FRERES
- 11 Boulevard des Roses 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0056901154
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CASTEL FRERES, en situation administrative régulière, réalise sur son site de SAINT PRIEST des opérations d'embouteillage, de stockage et d'expédition de vins.

Une des rubriques concernées par l'activité est la 1510, en régime de déclaration, pour laquelle une vigilance particulière au titre de la défense incendie est requise réglementairement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [Rubrique 1510 – défense incendie](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	/	Sans objet
3	Etat des matières stockées (Déclaration)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie (applicables aux déclarations existantes)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments communiqués mentionnent des écarts importants au regard de l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2007 modifié.

L'exploitant doit prendre dans les délais mentionnés dans le rapport d'inspection :

- les dispositions relatives à la mise en sécurité de ses installations électriques, par la réalisation des travaux mentionnés dans le rapport de contrôle de l'APAVE du 10 juillet 2023,
- la réalisation de l'étude de flux thermiques, prenant en compte l'intégralité des stockages de l'entreprise,
- la mise à jour et le suivi de l'état des matières stockées, en particulier les matières dangereuses, ainsi que des fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le site.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Documents administratifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration,</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ;</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai de quatre mois, l'étude de flux thermiques prévue réglementairement, ainsi que les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 3 : Etat des matières stockées (Déclaration)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.  L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.  Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant met en oeuvre un suivi de l'état de ses stocks, en particulier pour les produits dangereux (acides, bases...) dans un délai d'un mois. Les fiches de données de sécurité doivent être mises à jour le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie (applicables aux déclarations existantes)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec

<p>les matières stockées ;</p> <p>– de robinets d’incendie armés, répartis dans l’entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu’un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</p> <p>L’exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d’eau ainsi que le dimensionnement de l’éventuelle réserve d’eau prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d’installation de systèmes d’extinction automatique d’incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. »</p> <p>Pour les installations déclarées avant le 30 avril 2009, les points autres que celui relatif aux extincteurs au deuxième tiret ci-dessus ne sont applicables qu’à compter du 1er juillet 2020.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fait procéder au contrôle annuel de ses installations électriques (Q18 et Q19) et de ses extincteurs.</p> <p>Le rapport Q18 transmis par l'exploitant (rapport en date du 10/07/2023) fait état d'anomalies susceptibles d'engendrer un risque d'incendie ou d'explosion, qui n'ont pas fait l'objet de mesures correctives à la date de l'inspection.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à faire effectuer les travaux nécessaires en semaine 43, les justificatifs de travaux devront être transmis l'inspection dans un délai de deux semaines.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>